

# Avant la COP 21

## Anthropocène ou le naufrage du progrès

Le mode de vie des plus riches -gaspillages, déplacements intempestifs, surconsommations, projets pharaoniques...- nuit essentiellement aux pays pauvres et aux habitants les plus pauvres des pays développés, à la fois par l'accaparement des ressources qu'il implique et par les rejets de gaz à effets de serre qu'il engendre. Notre égoïsme place clairement des millions d'humains en situation de précarité ici mais surtout ailleurs. Les tensions géopolitiques qui découlent de la prédation qu'exercent les pays riches sur les ressources (pétrole, terres, métaux...), la remise en cause de la démocratie, l'insécurité des populations (alimentaire, liée à la destruction des habitats et de la biodiversité...), sont des facteurs qui seront largement aggravés par les dérèglements climatiques.

A +2°C, il y aurait déjà des centaines de millions de réfugiés climatiques. Cela entrainera notamment des tensions géopolitiques.

Il faut donc s'attaquer aux acteurs du réchauffement climatique qui, continuant leur « business as usual », sont responsables de toujours plus d'émissions de gaz à effet de serre, ce qui mérite la qualification de « crimes climatiques ».

## Le gaz à effet de serre (GES)

Il est dû au CO<sub>2</sub> (énergies fossiles, déforestation), au méthane (élevages industriels...) et aux oxydes d'azote et de soufre (transports, industries). Il était de 270 parties par million (ppm) en fin du 19ème siècle ; il est maintenant de 400 aujourd'hui. Pour limiter les dérèglements climatiques, il faudrait revenir en dessous de 350 ppm, seuil que nous n'aurions pas dû dépasser !

## La montée des températures

Elle est de + 0,8° C depuis la fin du 19ème siècle ; si le CO<sub>2</sub> double d'ici 2100, la température augmentera de + 3° à + 4,5°C. Or, la plupart des scientifiques s'accordent maintenant à dire que +1,5°C est la limite qu'il ne faut pas dépasser pour ne pas amorcer la phase d'emballement des dérèglements (libération du méthane prisonnier du pergélisol qui accentuera l'augmentation de température...)

## Élévation des océans

Elle est due à la dilatation des océans sous l'action de l'augmentation de la température moyenne.

Actuellement de 3,3 mm en moyenne par an, elle est en augmentation ; ce qui devrait donner 1 mètre ou plus d'élévation du niveau des mers d'ici 2100 ; par exemple, les Maldives vont disparaître ; la région de Calais et de Dunkerque va être impactée ; la Belgique et la Hollande aussi.

## Augmentation des précipitations et des périodes de sécheresse

Davantage de précipitations dans l'hémisphère Nord ; des périodes de sécheresse plus longues, notamment en Californie, dans les régions arides d'Afrique, en Inde et en Amérique du Sud. Cela entrainera une réduction des débits de fleuves ; les conséquences seraient multiples pour les populations concernées : problèmes d'accès à l'eau, perte de rendements agricoles... En France,

ce qui est à craindre est, au mieux, une diminution de la production d'électricité, au pire un accident lié aux problèmes de refroidissement des centrales nucléaires qui s'en suivraient.

## **Acidification des océans**

Certains coquillages et planctons ne résisteront pas ; les populations de coraux sont déjà largement en déclin. Les réserves halieutiques, déjà mises en danger par la surpêche, pourraient voir leur stocks diminuer drastiquement, ce qui place les peuples vivant de ces ressources en grande difficulté.

## **Extraction des énergies fossiles**

Les subventions aux combustibles fossiles se montent à 480 milliards d'€ ; soit quatre fois plus que pour les énergies renouvelables. 90 entreprises (dont un certain nombre sponsorise la COP 21) sont responsables des 2/3 des émissions de GES.

Le cynisme des pétroliers n'a d'égal que leur appétit pour de juteux profits : la fonte des glaces aux pôles est pour eux une opportunité d'aller forer en arctique !

Le pic de pétrole a juste déplacé les exactions des grandes entreprises : elles se sont engagées dans l'extraction tous azimuts des énergies les plus polluantes à extraire : sables bitumineux, gaz et pétrole de schiste, gaz de couche...

Et la production de sables bitumineux va encore augmenter ! Les importations de cette énergie (qui vient essentiellement du Canada) s'élevaient à 4000 barils par jour en 2012 ; elles vont passer à 700 000 en 2020. Lors de sa visite au Québec, Mr Hollande était accompagné de patrons de groupe Français (Total, GDF-Suez, Areva et d'autres comme Veolia et Lafarge) qui comptent bien profiter de cette manne, bridés par les français qui rejettent massivement la fracturation hydraulique !

Au Pérou, à cause de la fonte des glaces, l'eau descend plus vite et sert essentiellement pour les industries minières dans la région. Cela a pour conséquence d'empêcher les agriculteurs de pratiquer la culture de la pomme de terre avec utilisation de l'eau, ce qui explique les manifestations qui ont eu lieu à Lima.

Dans la région du Nord/Pas-de-Calais, il est prévu 150 forages pour exploiter à terme le gaz de couche : cela concerne un territoire de 210 km<sup>2</sup>. Cette exploitation entrainera :

- Une pollution atmosphérique importante ; confirmée par ce qui s'est passé aux USA
- Une pollution de l'eau
- Des paysages dévastés
- Des effondrements de terrain

## **Etat de l'agriculture**

Bien sûr, les dérèglements climatiques qui alterneront périodes de sécheresse -détruisant le couvert végétal- et phénomènes violents (inondations, orages, cyclones...) -lessivant les sols et emportant les éléments nutritifs-, auront un impact fort sur les rendements agricoles et tout particulièrement dans les pays les plus pauvres qui n'ont pas les moyens techniques de faire face.

Le bétonnage des terres agricoles, ici et ailleurs, (les eaux fluviales n'étant plus absorbées par la terre) et le détournement de leur usage (biocarburants, huile de palme...) est un frein considérable à la possibilité de résoudre le problème de la faim.

En Birmanie, on détruit les forêts primaires au « profit » de plantation de palmiers qui servira pour de l'huile de palme. La conséquence en est le déplacement de populations qui vont grossir les bidonvilles et alimenter les circuits de la prostitution à Rangoun.

En France, 78 000 hectares de culture en France sont retirés de l'agriculture tous les ans : la superficie d'un département tous les 7 ans.

En France, Auchan veut détruire les terres et le climat dans le triangle de Gonesse (près de l'aéroport de Roissy) : 700 hectares de bonnes terres agricoles pour un centre commercial avec 500 boutiques de luxe et un parc d'attraction, dont une piste de ski. Les élus sont favorables à cause de la création de milliers d'emplois (!), sans mentionner tous les emplois qui seront supprimés.

Toujours en France, à Anor (dans l'Avesnois), une usine à pellets est en projet. Les conséquences :

- L'achat de la matière première à plus de 300 km à la ronde ; on va dénaturer tout le secteur ; il faudra transporter cette matière première à la cadence de 72 camions par jour.
- La fabrication des pellets à base de bois vert qu'il faudra sécher (procédé énergivore et polluant).
- L'exportation de ces mêmes pellets en Allemagne (600 km minimum).
- La disparition progressive du bois de chauffage.
- La perte de certains écosystèmes uniques dans l'avesnois et notre région.

On sait que le modèle d'agriculture industrielle que promotionnent nos gouvernants contribue largement aux émissions de méthane, à la consommation d'engrais et de pesticides (donc de pétrole) et à la dégradation des sols.

Mais au lieu de revenir à une production paysanne, relocalisée et saine, ils nous proposent des pseudo-solutions techno-scientistes qui nous ont déjà conduit dans le mur, appuyant la voix des multinationales : nanotechnologie et biotechnologie ; toujours plus d'engrais, de pesticides, de synthèse d'OGM ...

La concentration de la production animale dans la région donne ceci : 500 vaches à Drucat (Somme) –avec l'objectif d'arriver à 1000 !-, 4500 porcs à Heuringhem (Pas-de-Calais), 3000 porcs à Loueuse (Oise), 250000 poules à Doullens (Somme). Cela donne des résultats dramatiques au niveau sanitaire, environnemental ...

## **Libre-échange et mondialisation**

L'ultra-libéralisation de l'économie atteint son paroxysme dans les traités de libre échange qui voient le jour (TAFTA, CETA, AGO), entre des pays ou des groupes de pays depuis quelques années. Ces traités accentuent les méfaits de la mondialisation, au mépris des droits des peuples et au mépris des dérèglements climatiques !

Toujours plus de transports au service des multinationales. Toujours moins de protection pour l'environnement et la préservation du climat.

## **Impacts sanitaires de la crise climatique**

Le changement climatique a des impacts directs sur notre santé. Au-delà d'une température extérieure optimale comprise entre 20 et 25 °C, la morbi-mortalité augmente partout en France. Cela concerne particulièrement les populations vulnérables, sujets précaires ou personnes âgées,

durant les phénomènes climatiques extrêmes, dont les vagues de chaleur sont parmi les plus marquants.

Le nombre de régions affectées par les sécheresses augmente, la hausse des températures s'accompagnant aussi d'un risque accru d'incendie et d'un déplacement des vecteurs pathogènes.

On assiste à une pollution à l'ozone due à cette augmentation de la température, ce qui entraîne des pathologies respiratoires.

A plus long terme, les conséquences de la malnutrition et de la destruction des habitats pourraient avoir des répercussions sanitaires considérables ; quand on sait que, dans un pays comme la France une canicule peut faire 10 000 morts, combien de victimes dans les pays les plus pauvres ?

## **Impacts sur la biodiversité**

Le changement climatique a aussi des effets sanitaires indirects, en modifiant la biodiversité, la végétation ou la production agricole. Les récentes canicules en France, en Russie ou aux États-Unis ont à chaque fois entraîné une chute importante des productions céréalières, provoquant de sérieux problèmes d'approvisionnement et de fortes hausses des cours mondiaux.

Les conséquences de ces changements climatiques sont déjà là, notamment sur les ours polaires, les phoques, les rennes.

A cause du déplacement pour cause de changement climatique, des maladies sont transportées par les mammifères, les oiseaux et les insectes. On a vu apparaître le moustique tigre, vecteur de la dengue dans le sud de la France depuis quelques années -sa progression vers le Nord est rapide- ainsi que la migration d'espèces tropicales venimeuses.

Nous avons déjà perdu 40% des individus des espèces sauvages sur la planète et à terme ; c'est une disparition inquiétante d'un nombre important d'espèces que nous annoncent les scientifiques (notamment des espèces marines).

## **Impact sur les populations**

Déplacements de 140 millions de personnes entre 2008 et 2012 pour raisons climatiques ; en prévision pour 2050 : environ 250 millions.

Qui accueillera ces réfugiés ? Comment pourront-ils survivre ?

En France : érosion ou submersion en Guadeloupe, à la Réunion, en Martinique, en Guyane, dans le Nord/Pas-de-Calais, en Picardie, Normandie, Vendée, Aquitaine, bassin méditerranéen. La sécheresse de 2003 pourra devenir la norme d'ici 2070.

## **Qu'est-ce que la COP ? Que nous réserve la COP 21 ?**

La COP est la conférence des parties (tous les pays) sur le climat. A Paris, il devrait y avoir 196 chefs d'Etat. Ces conférences s'appuient notamment sur les travaux du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat), constitué en 1988.

La première COP a eu lieu en 1992 à Rio. Bush avait déjà annoncé à cette époque que le mode de vie des américains n'était pas négociable !

La COP de 1997 à Kyoto a entériné le principe de réduction de 5% des GES pour 38 pays industrialisés d'ici 2008-2012. Mais, en 2001, les USA ont fait bande à part, à la suite des événements, indiquant qu'ils ne se sentaient plus liés par les décisions de Kyoto.

La COP 15 en 2009 à Copenhague a été un fiasco ; les ONG ont claqué la porte des négociations pour les dénoncer : pas de décision ferme, une déclaration d'intention de ne pas dépasser 2° C d'augmentation de température d'ici 2020.

La COP 17 à Durban a acté le principe d'un fond vert pour le climat ; sans préciser les modalités.

La COP 18 à Doha a réaffirmé les mêmes conclusions qu'à Copenhague ; avec le retrait de la Russie, du Japon et du Canada ; sans aucune décision contraignante.

La COP 19 à Varsovie, a été une démonstration de force des multinationales de l'énergie : le salon des industries du charbon se tenait à 3 km du lieu où l'on décidait de l'avenir de la planète !

### **On n'attend rien de la COP 21. On attend beaucoup du moment de la COP 21**

Le contexte a bien changé depuis le 13 novembre ! Mais globalement, on n'attend rien de la COP 21, principalement parce que le gouvernement s'acharne à limiter l'information sur le sujet et faire croire que ce sera un succès, alors que tout est déjà décidé et nous mène à l'impasse. Avant même ce vendredi 13, il limite les entrées en France en ne donnant pas les visas nécessaires. Les premières étapes de négociation préalables à cette COP nous placent sur un scénario catastrophique d'augmentation de température, non pas de 2°C –ce qui est déjà dangereux-, mais de 3°C. De plus les USA ont encore annoncé la couleur en indiquant qu'ils ne se sentiraient pas liés par les décisions prises.

Dans le domaine des thèmes traités, on constate que des parties importantes ne seront pas étudiées : les transports, l'avion, les océans...

C'est très cohérent dans la mesure où la société civile n'est pas écoutée ; de plus des entreprises polluantes font partie d'un ensemble qui sponsorise cette COP 21 : BNP-Paribas, EDF, Engie, Suez Environnement, Air France, Total, Areva, Shell, Chevron, Renault-Nissan, Ikea, LVMH... On est donc dans la continuité de la prise de pouvoir de la COP par le milieu financier.

Par ailleurs, il était prévu au départ de trouver un financement de 100 millions de dollars pour aider les pays les plus pauvres à « s'adapter » aux changements climatiques. On n'en est qu'à 10 milliards !

Vue la situation actuelle, on est face à un gouvernement qui préfère mettre l'accent sur le « pacte de sécurité » et sacrifie les graves dangers causés par les changements climatiques. Il n'est pas du tout sur la même base que le gouvernement norvégien qui –en juillet 2011, après un carnage- avait dit ceci : « la meilleure réponse au terrorisme c'est plus de démocratie, plus d'ouverture, plus de participation ».

Il est donc nécessaire de trouver, au niveau de la société civile, les formes pour se faire entendre pendant et –surtout- après la COP. Il faudra inventer des actes de désobéissance civile. C'est un point de départ.

### **Que faire ?**

#### **Bien sûr agir sur le plan individuel :**

- Changer son mode de transport
- Mieux s'alimenter
- Agir sur sa consommation pour limiter les déchets
- Bien se chauffer, de façon économique et écologique
- Ne pas gaspiller, économiser (maisons isolée ...)
- ...

Bien sûr ne pas laisser les autoroutes, les routes, les bâtiments commerciaux et administratifs, les hypermarchés ... allumés toute la nuit.

**Mais surtout, faire pression** et agir sur les entreprises extractivistes (charbon, or, gaz de schiste et de couche, sables bitumineux ...) pour limiter fortement leurs activités : laisser au minimum 80 % des ressources en énergies fossiles dans le sol.

Dans le même ordre d'idées, il faut **anticiper sur l'épuisement présent ou imminent** des ressources naturelles (pétrole, gaz, zinc, étain, plomb, terres rares ...) en ayant pour objectif le respect de la nature.

### **Ne pas compter sur l'énergie nucléaire :**

- Qui est tout de même génératrice de CO2
- Qui est dangereuse (Tchernobyl, Fukushima ...)
- Qui pose des problèmes insurmontables quant au traitement des déchets.

**Agir dans le domaine agricole** pour une agriculture paysanne et une souveraineté alimentaire :

- Utiliser des pratiques respectueuses des animaux et des végétaux
- Stopper les accaparements de terres
- Cultiver localement et avec des semences biologiques

### **Pour aller plus loin**

Il faut partir de deux constats :

- C'est le système qui est responsable du cycle infernal : extraction => production => distribution => consommation.
- Il faut donc sortir du capitalisme, du productivisme et du consumérisme, si nous voulons agir positivement sur la crise climatique.

Il faut donc envisager une grève pour marquer notre opposition : grève qui peut prendre des formes diverses, d'une action de sensibilisation dans un supermarché à une marche ou à toute forme d'action qui puisse rendre visibles nos revendications.

Il faut d'urgence mettre en place un projet alternatif :

- Relocalisation : productions d'énergie -notamment à cause de la raréfaction d'un nombre croissant de matériaux et des pollutions engendrées-, de nourriture et de biens indispensables, au plus près des territoires. Cela signifie le rétablissement de la souveraineté alimentaire, énergétique, et –bien entendu- démocratique.
- Revendication du partage des tâches socialement utiles et d'un revenu d'existence (avec l'élaboration d'un revenu maximum) remettant en cause la nécessité de travailler pour vivre et de vivre pour travailler.
- Promotion des techniques douces et soutenables pour assurer la production, la distribution et toutes les activités humaines, de l'éducation à la santé en passant par le jardinage...

Il est donc nécessaire de changer notre façon de penser :

- remettre en cause le système capitaliste qui favorise les pays riches –et les riches- aux dépens des pays pauvres -et des pauvres ;
- s'inspirer par exemple des modes de fonctionnement à Sivens, Roybon, NDDL –au passage mettre en évidence la politique de Valls à propos de NDDL, en contradiction avec les principes de la COP 21- à Bure, en Espagne –avec les coopératives...
- développer certaines pratiques ; par exemple les AMAP ...

En tout cas, la croissance –et la consommation- n'est pas la solution, c'est le problème.

Si on continue sur le rythme actuel, si on ne change pas radicalement, il est à craindre que l'humanité disparaîtra. Certains rajoutent : « bon débarras ».

Collectif les Objecteurs de Croissance du Pas-de-Calais